

## Figure de l'écologie, Marina Silva quitte le gouvernement brésilien

mercredi 14 mai 2008, par [GASNIER Annie](#) (Date de rédaction antérieure : 14 mai 2008).

Rio de Janeiro, correspondance

La lettre de démission de la ministre de l'environnement est arrivée sur le bureau du président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, au moment où la presse divulguait la nouvelle. Ce procédé témoigne de la profonde lassitude de Marina Silva, qui depuis cinq ans et demi se battait, chaque fois plus seule, pour protéger le Brésil d'intérêts économiques prédateurs. Invoquant « *des difficultés à conduire l'agenda environnemental* », elle reprendra son siège de sénateur de l'Acre, un Etat de l'Amazonie. Lui succède Carlos Minc, secrétaire à l'environnement de l'Etat de Rio de Janeiro.

« *Grâce à son aura, nationale et internationale, Marina Silva donnait au gouvernement l'image d'être préoccupée par l'environnement, estime Paulo Adario, responsable de Greenpeace au Brésil. Maintenant, le masque tombe, le vrai visage d'une équipe à la vision rétrograde se révèle.* »

L'amitié personnelle qui liait le président Lula et la ministre, qui partagent un parcours politique similaire, explique sans doute que ce départ ait tardé. Marina Silva a fait preuve d'une grande patience : ignorant son avis, les autorités avaient libéré le commerce du soja transgénique, ouvrant les campagnes aux OGM de Monsanto. Au fil du temps, les divergences se sont accentuées, le gouvernement misant sur l'agrobusiness d'exportation, élevage bovin et soja, qui grignote l'Amazonie, et les biocarburants. La ministre accumulait les différends avec les fermiers, notamment le plus gros producteur de soja, Blairo Maggi, gouverneur de l'Etat amazonien du Mato Grosso et allié du pouvoir. Sans oublier le ministre de l'agriculture, Reinhold Stephanes, qui a appelé à planter de la canne à sucre, base de l'éthanol, en Amazonie.

Le président Lula avait désavoué sa ministre en critiquant la lenteur des études d'impact sur l'environnement en vue de la construction d'usines hydroélectriques dans le bassin amazonien. Le « Plan Amazonie durable » a été confié au ministre chargé des projets à long terme, Roberto Mangabeira Unger, qui soutient que « *l'Amazonie n'est pas un sanctuaire, pas seulement une collection d'arbres, mais un grand laboratoire national pour un nouveau modèle économique* ». Sans doute un affront de trop pour cette femme au physique fragile, miné par une contamination au mercure.

« *Son aura a fini par être ternie par toutes ces batailles perdues* », regrette Argemiro Procopio, professeur à l'université de Brasilia. Née dans une plantation amazonienne de caoutchouc, alphabétisée à l'adolescence, camarade de lutte du militant assassiné Chico Mendes, Marina Silva laisse un bilan mitigé. Elle a verrouillé la protection de 240 000 km<sup>2</sup> de forêt et fait adopter une loi de gestion durable des forêts publiques par des exploitants de bois et les « natifs ». Mais l'ampleur record de la déforestation amazonienne, constatée en janvier, avait entaché sa gestion.

Après le départ de Marina Silva, le gouvernement ne compte plus qu'un rescapé de l'équipe arrivée au pouvoir avec le président Lula, en janvier 2003. Il s'agit du ministre de la culture, Gilberto Gil.

---

**P.-S.**

\* Article paru dans le Monde, édition du 15.05.08. LE MONDE | 14.05.08 | 14h50 • Mis à jour le 14.05.08 | 14h50.